

Bulletin d'histoire politique

Gilles Gagné (dir.), Main basse sur l'éducation, Montréal, Nota bene, 1999, 294 p. Nicole Gagnon, avec la collaboration de Jean Gould, Un dérapage didactique. Comment on a cessé d'enseigner le français aux adolescents, Montréal, Stanké, 2001, 206 p.

Julien Prud'Homme

B
H
P

Volume 15, numéro 2, hiver 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056132ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056132ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Prud'Homme, J. (2007). Compte rendu de [Gilles Gagné (dir.), Main basse sur l'éducation, Montréal, Nota bene, 1999, 294 p. Nicole Gagnon, avec la collaboration de Jean Gould, Un dérapage didactique. Comment on a cessé d'enseigner le français aux adolescents, Montréal, Stanké, 2001, 206 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 15(2), 257–260. <https://doi.org/10.7202/1056132ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Gilles Gagné (dir.), *Main basse sur l'éducation*, Montréal, Nota bene, 1999, 294 p.

Nicole Gagnon, avec la collaboration de Jean Gould, *Un dérapage didactique. Comment on a cessé d'enseigner le français aux adolescents*, Montréal, Stanké, 2001, 206 p.

JULIEN PRUD'HOMME

*Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST)
Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal*

Au printemps 2006, lorsqu'a éclaté de manière impromptue une controverse relative aux nouveaux programmes d'enseignement de l'histoire, la réplique des intellectuels aux propositions du ministère de l'Éducation s'est faite vive mais malaisée, quelque peu improvisée, souvent réduite à la seule dimension nationaliste du scandale. Comme si, à de rares exceptions près, personne n'avait pris le temps, jusque là, de réfléchir en profondeur sur la nature et les risques de ce sport dangereux qu'est la réforme scolaire. Ce vide critique devrait d'autant plus nous surprendre qu'une sonnette d'alarme avait déjà été tirée quelques années plus tôt sous la forme de deux ouvrages, le collectif *Main basse sur l'éducation* dirigé par le sociologue Gilles Gagné et l'essai intitulé *Un dérapage didactique* de la tout aussi sociologue Nicole Gagnon, parus respectivement en 1999 et 2001 et dont il vaut la peine de rendre compte ici.

Stimulée par la parution d'articles critiques publiés par Jean Larose dans le journal *Le Devoir* entre octobre 1996 et avril 1997, la compilation des textes du collectif *Main basse sur l'éducation* ne serait pas le produit d'un programme de recherche articulé mais plutôt, à en croire son directeur Gilles Gagné, le fruit de la convergence, semble-t-il spontanée, d'intellectuels de

milieux divers. On retiendra tout de même que les contributeurs sont pour la plupart, à l'époque, liés au Groupe interuniversitaire d'étude sur la post modernité (GIEPM), qui partage ses activités entre les départements de sociologie de l'Université Laval et de l'UQAM. Quoiqu'il en soit des raisons, il est vrai que la dizaine de participants partage bien, et c'est ce qui donne son ton programmatique à l'ouvrage, « un même attachement normatif à ce que "transmettre" veut dire et une même critique des formules creuses et des techniques pédagogiques qui servent à le faire oublier » (p. 5). Cette intention prend des formes diverses et complémentaires.

Au premier chef, les textes de Gilles Gagné, Daniel Dagenais et Michel Freitag mettent en relief le caractère « systémique », voire « cybernétique », de l'organisation scolaire au Québec. Comme le dit Gagné, il s'agit essentiellement de prendre au sérieux l'appellation « système scolaire » dont on a affublé l'école pour indiquer en quoi la logique systémique et techno-bureaucratique qui « parasite » les institutions en vient à « décomposer » tout projet d'action unifiée ou réflexive en éducation. L'oubli des finalités collectives de l'école mènerait ainsi à un cul-de-sac autant politique qu'académique, administratif ou même économique qui, selon Gagné, fait du système scolaire québécois « une sorte d'abrégé de la condition post moderne » (p. 45) en vertu du Grand Récit historique de la post modernité commun aux membres du GIEPM et réitéré en fin d'ouvrage par Michel Freitag.

D'autres textes, une majorité en fait, reprennent le fil des articles originels de Jean Larose qui sont également reproduits dans l'ouvrage. Il s'agit, dans tous les cas, d'une charge à fond de train contre les prétentions des experts en sciences de l'éducation à orienter la réforme scolaire. Les textes de Larose et de Jean Pichette sont particulièrement virulents, dénonçant le noyautage des institutions par les partisans d'une autorité scientifique que tous deux n'hésitent pas à comparer au socialisme scientifique par son positivisme aveugle et doctrinaire. Plus posé mais non moins dévastateur, Gaëtan Daoust précise lui aussi ce qui lui semble discréditer la discipline des sciences de l'éducation, et la liste est longue : son scientisme, encore, et son utilitarisme étroit ; son laxisme méthodologique et son épistémologie bricolée, dépourvue tant d'unité que « d'outillage critique » ; la pauvreté de sa production et le flou délibéré d'un bilan enfoui sous les jargons. Abordant la question sous un angle différent, Jean Gould s'inquiète de la réforme de 1994 qui a donné aux facultés des sciences de l'éducation un monopole sur la formation des futurs enseignants du secondaire ; prenant la mesure de la « *tabula rasa* corporatiste » (p. 124) qui ferme l'école aux spécialistes des différentes matières, Gould suit la piste d'un congédiement du savoir qui trahit tant la lettre que l'esprit du Rapport Parent. En plus de déplorer les lacunes prévisibles qu'entraînera la

réforme dans l'instruction des maîtres, Gould s'inquiète de la faible autonomie par rapport au pouvoir de ceux qu'il qualifie de « techniciens formés sur mesure » (p. 133) et désormais captifs du réseau scolaire.

Enfin, les textes de Micheline Cambron et Nicole Gagnon font porter la discussion vers l'analyse plus fine des manifestations du mal pédagogique dans l'enseignement concret, en l'occurrence dans l'enseignement du français. Micheline Cambron, elle-même professeur de littérature, cherche à retracer les « sources de la minorisation du littéraire » dans les programmes de français, discutant l'existence d'« un antagonisme profond entre la littérature et la conception du langage à laquelle se rallient les responsables de l'éducation au Québec » (p. 189), la reconnaissance de la littérature comme expérience linguistique de plein droit cédant le pas au technicisme d'une théorie « dégradée » de la communication. C'est à peu de choses près la thèse de Nicole Gagnon, qui traite du sort réservé à la langue dans le programme de français au secondaire en vigueur de 1981 à 1997, à qui elle reproche surtout d'avoir troqué l'expertise linguistique pour la thérapeutique d'une psychologie du conditionnement dont le *modus operandi* est de « faire passer dans le sens commun de l'élève un certain mode d'aperception des faits de langage » (p. 200). Clair et décisif, ce texte s'impose comme l'un des meilleurs de l'ouvrage.

Écrit quelques années avant la publication de *Main basse sur l'éducation*, le texte de Gagnon, se prolonge en 2001 dans un livre, intitulé suggestivement *Un dérapage didactique*, et qui reprend la critique d'un « modèle pédagogique » qui congédie la langue de l'enseignement du français. Le cœur du propos est offert tout entier dans les quarante premières pages : la pédagogie fautive est celle de « l'approche communicative » qui remplace la langue par « l'intention de communication » et enfile les confusions conceptuelles et pratiques au point, absurde, de rendre l'élève potentiellement inapte à saisir l'altérité d'un objet (linguistique) ou d'un interlocuteur. Le reste de l'ouvrage, qui forme un tout peu intégré, du reste, se divise en deux parties. La première consiste simplement en l'édition, après une utile mise en contexte, d'entrevues menées par Jean Gould entre 1993 et 1996 auprès d'anciens contributeurs du programme-cadre de français de 1969. La seconde remonte à la source des principaux cadres théoriques ayant servi d'inspiration ou de justification au modèle pédagogique incriminé, l'idée motrice de l'auteure étant que si ces explorations théoriques issues de la psychologie ou de la sémiotique sont d'un intérêt certain, l'application pédagogique qui en est faite « est en contradiction directe avec la théorie cognitive qui sert à le justifier » (p. 12), ce qui nous ramène au thème de la fragilité de l'autorité scientifique des didacticiens experts.

L'ensemble de ces textes, réunis en deux ouvrages, forme un corpus à la fois pionnier et d'un grand intérêt pour quiconque s'intéresse de manière sérieuse aux menées des réformes scolaires récentes et encore en cours. On l'a vu, la critique recouvre un large éventail de critiques éditoriales, parfois désordonnées mais que l'agencement théorique du propos réunit parfois de manière brillante, notamment chez Gilles Gagné. Si la grande théodicée déployée en trame de fond historique par Michel Freitag et ses collègues peut donner le vertige, et parfois des frissons d'effroi aux historiens, elle n'en offre pas moins un cadre unificateur efficace pour plusieurs des sociologues impliqués. Des pistes intéressantes sont évoquées pour la réflexion future, comme la question du rôle nécessaire de l'autonomie professionnelle des enseignants, soulevée par Nicole Gagnon et, à un moindre degré, par Micheline Cambron et Gilles Gagné, et qui révèle sous un nouveau jour les conséquences possibles de la réforme de la formation des maîtres décrite par Jean Gould.

On l'aura compris, c'est à la hache que tous ces gens travaillent. Bien souvent, les auteurs cèdent à une tentation pamphlétaire qui les dispense un peu trop facilement des exigences d'une confrontation plus élaborée avec le terrain empirique et documentaire. Évidemment, le ton vitriolique se justifie sans mal par l'importance des enjeux et par la nécessité de pallier à l'absence scandaleuse d'une véritable réplique aux prétentions d'une certaine psychopédagogie. Il reste qu'aujourd'hui, ces textes inspirent surtout le désir de les dépasser. D'autant qu'ils n'ont guère eu de suite : muets depuis 2001, les auteurs n'ont jamais donné à leur critique la substance qui aurait permis d'informer utilement le débat public lors des récentes polémiques que l'on sait. Mais peut-être est-ce aller trop vite : une note de bas de page dans la livraison d'octobre 2005 de la revue *Argument* annonçait justement la publication éventuelle, par Gilles Gagné, d'un ouvrage sur l'éducation au Québec. On attend avec impatience ce moment qui nous permettra d'enfin juger l'arbre à ses fruits.